

# Le CRDI au Ghana

**D**epuis 1973, le CRDI accorde son appui à la recherche au Ghana en suivant l'évolution politique, sociale et économique du pays. Dans les années 1970, la recherche était axée sur l'agriculture, la pisciculture et la création de petites entreprises. En 1992, après l'instauration du multipartisme au Ghana, le CRDI a accru son soutien en se concentrant sur de nouvelles priorités, telles que l'agriculture urbaine, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la gestion des ressources naturelles et le suivi de la pauvreté.

Des recherches en cours visent à trouver des moyens d'utiliser les TIC pour améliorer la vie des Ghanéens. Par exemple, le Ghana Information Network for Knowledge Sharing est chargé de faciliter l'utilisation d'outils visant à accroître les revenus des agricultrices du district pauvre de Mfantisman. Un autre projet porte sur la manière dont les TIC pourraient servir à favoriser l'inclusion politique et l'adoption de pratiques de bonne gouvernance dans le nord du pays.

Le CRDI appuie des chercheurs qui s'intéressent aux répercussions des services de santé à but lucratif sur le système de santé publique, et plus particulièrement sur la population pauvre. Des travaux innovateurs dans le domaine des maladies mentales ont révélé qu'en accordant un appui à l'établissement des diagnostics, aux traitements et aux mesures de sensibilisation du

public, on permettait d'améliorer l'état des patients et d'amener la population à mieux comprendre ces maladies « cachées ».

L'engagement du CRDI a permis de renforcer la capacité des chercheurs locaux d'analyser les retombées des politiques économiques sur la pauvreté, et d'en suivre l'évolution. Entre 2000 et 2003, en accord avec les priorités d'un nouveau gouvernement, les chercheurs ghanéens ont réalisé des études sur la pauvreté axées sur le nord du Ghana, la propriété foncière et les questions sexospécifiques, les inégalités en éducation et la microfinance. Cette équipe de recherche a ultérieurement conseillé le gouvernement, notamment lorsque ce dernier a rédigé son document de stratégie de réduction de la pauvreté.

Dans les années 1990, une recherche innovatrice a donné lieu à un rapport sur l'état de l'environnement qui mettait en lumière les répercussions des politiques nationales en matière de ressources naturelles sur l'écologie du pays. L'approche participative mise de l'avant — sous la direction de Friends of the Earth – Ghana — a fait appel à de nombreux intervenants, tant des organisations gouvernementales et non gouvernementales que des représentants du secteur privé. En plus d'avoir éclairé la conception de politiques au Ghana, cette recherche est devenue un modèle pour d'autres pays africains.

Une recherche récente sur les moyens de concilier production vivrière et gestion des déchets dans les villes d'Accra, de Kumasi, de Ouagadougou et de Tamale a également porté

## Le CRDI au Ghana

des fruits. En coopération avec l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) — dont le siège est au Sri Lanka —, les chercheurs ghanéens ont proposé la création de centres de compostage subventionnés par les municipalités, afin de favoriser tant la sécurité alimentaire que l'assainissement urbain. Ainsi, l'agriculture urbaine, combinée à l'aménagement paysager et à d'autres activités, permettrait d'absorber jusqu'à 20 % des déchets organiques d'une ville.

S'appuyant sur l'aide consentie jusque-là aux chercheurs et aux institutions de recherche du pays, le CRDI a participé à la création du Canada-Ghana Research and Science Council. Lancé en 2005 par le haut commissaire du Canada au Ghana, il vise à favoriser la création de nouveaux liens entre les milieux scientifiques des deux pays, et à remplacer l'exode des cerveaux par la communication des cerveaux.

Deux chercheurs ghanéens ont siégé à la Commission des conseillers régionaux du Bureau de l'Afrique occidentale et centrale du CRDI, ce qui a permis au Centre de fonder sa stratégie sur les besoins réels de la région dans le domaine de la recherche. Il s'agit de Clement Dzidonu, professeur à l'Université de Valley View et chercheur à l'International Institute for Information Technology, membre de la Commission depuis sa création en 2001; et de Joseph Leo Sekoh Abbey, directeur du Centre for Policy Analysis et ancien ministre des Finances et de la Planification, qui a fait partie de la Commission de 2001 à 2004.

Depuis 1973, le CRDI a appuyé 71 projets de recherche concernant le Ghana. Ces projets, dont plusieurs d'envergure régionale, représentent un financement de plus de 14 millions CAD; sept d'entre eux — d'une valeur totale de 3,9 millions CAD — sont en cours.

### QUELQUES PROJETS

#### Faciliter la diffusion du savoir grâce aux TIC

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent réellement contribuer à renforcer l'économie des pays en

développement. Cependant, l'information accessible aux collectivités locales doit leur être utile. Ainsi, des chercheurs du Ghana Information Network for Knowledge Sharing (GINKS) financés par le CRDI choisissent des technologies appropriées (téléphones cellulaires, appareils photo numériques, CD-ROM, etc.) et des contenus locaux afin de lutter contre la pauvreté. C'est dans ce but que les chercheurs ghanéens ont travaillé avec des agricultrices du Mfantisman, un des districts les plus pauvres du Ghana, pour étudier les bonnes pratiques, les besoins en information, les TIC présentant les qualités requises et les façons de transmettre le savoir.

Les chercheurs ont constaté que les agricultrices avaient surtout besoin d'un crédit à faible taux d'intérêt, et que la majorité de l'information à laquelle elles avaient accès provenait de leurs proches et d'autres exploitants agricoles plutôt que d'agents de vulgarisation agricole ou de détaillants. Au cours d'un forum de deux jours, les agricultrices ont reçu de l'information sur les services offerts par les institutions financières et les programmes de vulgarisation. Elles ont également appris à se servir d'Internet et de téléphones cellulaires pour avoir accès à de l'information en matière d'agriculture. Le projet vise à renforcer les capacités de recherche du GINKS. Il constitue la première étape d'une stratégie de plus grande envergure sur les TIC au Ghana et servira de catalyseur à la mise en œuvre d'autres projets dans ce domaine au pays.

(Projet n° 101556 — Créer du contenu local et des outils d'information pour le développement rural (Ghana); période visée : 2005–2007; contribution du CRDI : 228 160 CAD; personne à contacter au CRDI : Alioune Camara; partenaire de recherche : Irene Susana Egyir, GINKS, PO Box 10533, Accra-North, Ghana • Tél. et téléc. : 233 21 785-654 • Courriel : afuaegyir@hotmail.com • Site Web : www.ginks.org)

#### Les TIC, outils d'inclusion politique et de bonne gouvernance

Au cours des dernières années, de nombreux gouvernements nationaux d'Afrique ont tenté de répondre plus efficacement aux besoins locaux en instaurant des politiques de décentralisation. Toutefois, dans les régions aux prises avec une

pauvreté endémique, un taux d'analphabétisme élevé et des moyens de communication déficients, ces politiques tardent à porter des fruits. Le recours aux TIC vise à soutenir la décentralisation et à favoriser la participation de la population aux processus décisionnels. Un plus grand nombre de données probantes s'imposent toutefois pour être en mesure de comprendre comment les TIC pourront jouer ce rôle.

Les chercheurs du Centre for Information Technologies Research and Development (CITRED) soutenus par le CRDI imaginent différentes solutions en matière de connectivité, comme l'utilisation de microstations terriennes (VSAT); en outre, ils créent et mettent à l'essai des outils Internet en langues et symboles locaux dans le nord du Ghana. Les chercheurs ont opté pour une approche participative et travaillent en coopération avec la société civile en vue de trouver des moyens d'utiliser les TIC pour soutenir la gouvernance locale.

Ce projet s'appuie sur les résultats de travaux financés par le CRDI au Maroc, dans le cadre desquels la ville de Fez a dirigé la prestation de cyberservices gouvernementaux aux collectivités locales grâce à des centres d'information, donnant ainsi accès au registre d'état civil. En plus d'étayer la politique nationale du Ghana en matière de TIC, les résultats du projet ghanéen seront utiles à d'autres pays de la région aux prises avec des problèmes semblables.

(Projet n° 103252 — Les TIC au service de l'inclusion politique et de la bonne gouvernance dans le nord du Ghana; période visée : 2005–2008; contribution du CRDI : 347 740 CAD; personne à contacter au CRDI : Alioune Camara; partenaire de recherche : Jonnie Akakpo, CITRED, PO Box TL 1831, Tamale, Northern Region, Ghana • Tél. et téléc. : 233 71 25223 • Courriel : jakakpo@yahoo.co.uk)

## Contre les inégalités grâce à l'assurance-maladie

En dépit du fait que la communauté internationale se soit engagée à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, peu de progrès ont été réalisés jusqu'ici dans la majorité des pays d'Afrique. Les objectifs en matière de santé, par exemple, n'ont pu être

atteints. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont demeurés élevés en raison de multiples facteurs. Et au fil de leur démarche en vue de trouver des solutions à des problèmes sanitaires complexes, de plus en plus de pays en sont venus à remettre en question leurs systèmes de prestation de soins de santé. Au cours des deux dernières décennies, les réformes ont favorisé la privatisation de services de santé, tendance qui n'a que contribué à accroître les inégalités. Cette formule se traduit par une détérioration de la qualité des services dans les établissements publics et oblige la population pauvre à payer pour obtenir des services de fournisseurs à but lucratif.

Avec le soutien du CRDI, les chercheurs du Ghana Health Service, à Accra, examinent comment l'assurance-maladie pourrait constituer un moyen de réduire les inégalités. Les chercheurs ghanéens ont travaillé en coopération avec l'Université de Cape Town, en Afrique du Sud, et avec l'Ifakara Health Research and Development Centre, en Tanzanie, qui mènent des études semblables. Les chercheurs se concentrent plus précisément sur l'assurance obligatoire et sur les formules qui permettraient d'assurer les personnes qui travaillent dans le secteur informel. Ils examinent les modèles d'assurance obligatoire en vigueur en Europe et ailleurs afin de déterminer si ces modèles ont des répercussions sur le plan technique et sont acceptables sur le plan politique.

Les équipes de recherche se composent d'économistes de la santé et de spécialistes des sciences sociales et de la santé publique. Par ailleurs, d'entrée jeu, les responsables des politiques des trois pays susmentionnés ont activement pris part à des aspects clés de la recherche, afin d'être en mesure d'exercer une plus grande influence sur la politique relative à l'assurance-maladie.

(Projet n° 103457 — Stratégies d'assurance-maladie dans le but de contre les inégalités dans les systèmes de soins de santé du Ghana, de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie; période visée : 2006–2007; contribution du CRDI : 334 800 CAD; personne à contacter au CRDI : Marie-Claude Martin; partenaire de recherche : John Gyapong, Ghana Health Service, Health Research

## Le CRDI au Ghana

Unit, PO Box. GP 184, Accra, Ghana • Tél. : 233 21 681-109  
• Courriel : john.gyapong@hru-ghs.org • Site Web :  
www.hru-ghs.org)

### Un accès équitable aux soins de santé mentale

Considérée comme l'une des principales charges de morbidité dans le monde, la maladie mentale touche deux fois plus de pauvres que de riches. En 2001, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a donc préconisé la prestation de services communautaires en santé mentale, tout en reconnaissant l'absence de données probantes qui permettraient d'inciter les pays en développement à adopter cette approche.

Le CRDI contribue à combler cette lacune au Ghana en soutenant BasicNeeds. Cette ONG internationale examine les liens qui existent entre les facteurs macroéconomiques, la pauvreté, les sexes et la maladie mentale, afin de pouvoir formuler des recommandations pour l'élaboration des politiques. Jusqu'à maintenant, les chercheurs de BasicNeeds ont travaillé avec des infirmières psychiatriques en milieu communautaire et avec des personnes atteintes de maladie mentale et leur famille en vue de recueillir des données sur l'efficacité des médicaments, la guérison et la participation des patients aux activités familiales et communautaires. Toujours afin de mieux informer la population sur la maladie mentale et de lutter contre le mépris qu'elle provoque, BasicNeeds a créé le projet « African Life Story » dans le cadre duquel ont été publiées les histoires de huit personnes atteintes de maladie mentale.

Les premiers résultats montrent que la situation des malades s'est considérablement améliorée grâce au suivi des traitements et à la possibilité d'associer les patients au processus. Lorsque les malades vivent dans la stabilité, avec un certain revenu, et qu'ils peuvent participer à la vie familiale, le mépris tend à disparaître. De plus, les chercheurs ont constaté que les responsables des politiques sont plus réceptifs aux recommandations concrètes misant, par exemple, sur les listes de médicaments et la formation du personnel qu'aux arguments abstraits s'appuyant sur l'équité, les droits de la personne et l'égalité des sexes.

(Projet n° 102835 — Accès économique équitable au traitement pour les personnes atteintes d'une maladie mentale (Ghana); période visée : 2005–2007; contribution du CRDI : 200 000 CAD; personne à contacter au CRDI : Sharmila Mhatre; partenaire de recherche : Lance Montia, BasicNeeds Ghana, 108/20 Osabu St. Ablenkpe, PO Box AT 1603, Achimota, Accra, Ghana • Tél. : 33 21 781-217 • Téléc. : 233 21 772-003 • Courriel : lance-basicneedsgh@4u.com.gh • Site Web : www.basicneeds.org/ghana)

### Pour un complément d'information, prière de communiquer avec le Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale du CRDI :

Adresse municipale : Rue de Saint-Louis, angle de l'avenue Cheikh Anta Diop, Point E, Dakar, Senegal  
Adresse postale : CP 11007, Peytavin, Dakar, Sénégal  
Tél. : (+221) 864-0000, poste 2074  
Courriel : jgerard@idrc.org.sn  
Site Web : www.crdi.ca/braco

Septembre 2006

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

### Centre de recherches pour le développement international

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9  
Tél. : 613-236-6163  
Téléc. : 613-238-7230  
Courriel : info@crdi.ca